

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 17/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SOCIETE PIERRE BRABANT

ROUTE NATIONALE
59152 Tressin

Références : -
Code AIOT : 0007000585

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2024 dans l'établissement SOCIETE PIERRE BRABANT implanté ROUTE NATIONALE 59152 TRESSIN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE PIERRE BRABANT
- ROUTE NATIONALE 59152 TRESSIN
- Code AIOT : 0007000585
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La Société P. Brabant possède depuis 1880 le site industriel de Tressin où elle a exercé une activité de distillerie d'alcools de betteraves jusqu'en 1953.

La Société P. Brabant y exerce aujourd'hui des activités de régénération d'alcools et de solvants, de dénaturation et vente d'alcools, distribution de solvants et produits pétroliers, conditionnement d'alcools et solvants pétroliers en bouteilles, bidons et GRV.

L'établissement de Tressin regroupe 46 salariés.

Le site occupe une superficie totale de 83769 m² sur la commune de Tressin, en zone UF du Plan Local d'Urbanisme de la commune, à 500m au sud-ouest du centre ville de Tressin.

Au titre de la réglementation sur les installations classées, les installations exploitées par la Société P. Brabant sur le site de Tressin sont régulièrement autorisées par décisions préfectorales dont les plus anciennes datent de 1960.

L'arrêté préfectoral du 6 janvier 2006 a autorisé la poursuite de l'exploitation des activités du site de Tressin suite à la mise à jour administrative des activités de l'établissement. L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 février 2013 a donné acte de la révision de l'étude de dangers du site. L'arrêté préfectoral du 17 décembre 2020 actualise la liste des installations classées autorisées.

L'établissement est assujéti à la directive IED 2010/75/UE sur les émissions industrielles.

L'établissement est un établissement SEVESO seuil bas visé par l'Arrêté Ministériel du 26 mai 2014 relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement, transposant en droit français la Directive n°2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite «directive SEVESO 3 relative à la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Vieillessement (AM du 04/10/2010)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;

- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Modalités de suivi des réservoirs	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application démarche PM2I (rés. LI)	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I	Sans objet
2	Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1	Sans objet
3	Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
6	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Sans objet
7	Recensement des équipements soumis au PM2I	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet
8	Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'établissement de Tressin est correctement organisé afin d'assurer le suivi du vieillissement de ses installations (réservoirs, capacités, tuyauteries, ouvrages de génie civil) dans le cadre de la démarche PM2I.

Un point d'attention doit toutefois être porté sur le respect de la fréquence de réalisation des visites externes détaillées des cuves, pour lesquelles un retard a été constaté. L'exploitant s'est organisé en amont de l'inspection afin de se mettre en conformité d'ici la fin du premier trimestre 2025.

Au total, 5 demandes sont formulées dans le rapport afin d'améliorer le suivi des équipements du site entrant dans le périmètre du PM2I.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Application démarche PM2I (rés. LI)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 1-I
Thème(s) : Risques accidentels, PM2I réservoirs de LI
Prescription contrôlée : I.-Sont considérés comme relevant du présent arrêté les stockages en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités : 1. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748, ou pour le pétrole brut au titre de l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510 ou 4511 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement dites rubriques liquides inflammables ;

<p>2. Au sein d'une installation classée soumise à autorisation selon une ou plusieurs autres rubriques que les rubriques dites liquides inflammables , dès lors que les quantités susceptibles d'être présentes de la substance ou du mélange dangereux avec une mention de danger H224, H225, H226 et de déchets liquides inflammables catégorisés HP3 au sein de l'ensemble des installations réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation dépassent 1 000 tonnes.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le site de Tressin relève du régime de l'autorisation au titre des rubriques 1436, 4330 et 4331 de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Ses capacités de stockage de substances et mélanges portant la mention de dangers H224, H225 ou H226 (inflammables) sont supérieures à 1000 tonnes. Les capacités de stockage vrac sont essentiellement composées de cuves aériennes verticales d'un volume supérieur à 10 m³.</p> <p>La démarche PM2I est ainsi applicable à l'établissement au titre de l'AM du 03/10/10.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Application démarche PM2I (hors réservoirs LI)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, PM2I hors réservoirs de LI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf mention contraire dans les articles concernés, le présent arrêté est applicable à l'ensemble des installations classées soumises à autorisation, à l'exclusion des installations classées soumises à l'une ou plusieurs des rubriques 2101 ou 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement relève du régime de l'autorisation préfectorale au titre de nombreuses rubriques dont les rubriques 4330, 4331, 4510 et 4511.</p> <p>L'établissement de Tressin est ainsi visé par la démarche PM2I au titre de l'AM du 04/10/10.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Recensement des équipements soumis au PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Réservoirs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux réservoirs aériens cylindriques verticaux d'une quantité stockée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - supérieure à 10 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou - supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 51 ou R. 51/53 ou les mentions de danger H411 ; ou

- supérieure à 100 m³ pour les substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd ou H360Df.

Constats :

L'état des stocks a été consulté et a mis en évidence l'absence de stockage sur site de substances H400 ou H410 le jour de l'inspection. L'exploitant indique ne pas traiter ce type de substances ces dernières années. Ses cuves ne sont ainsi pas visées par l'article 4 de l'AM du 04/10/10.

Par contre, la quasi-totalité des réservoirs du site relève de la démarche PM2I au titre de l'arrêté ministériel du 03/10/10 applicable aux liquides inflammables.

L'exploitant tient à jour un inventaire de ses réservoirs relevant de cette démarche.

Les exclusions sont justifiées avec mention du motif (volume unitaire inférieur à 10 m³ équivalent, cuves enterrées ou horizontales, produits ne présentant pas de mentions de dangers H400 ou H410, exclusion pour absence d'impact environnemental ou technologique,...).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Modalités de suivi des réservoirs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4-3

Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des réservoirs

Prescription contrôlée :

Lorsque l'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection n'ont pas été établis selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, l'exploitant procède :

- à une visite de routine annuelle dont le but est de constater le bon état général du bac et de son environnement ainsi que les signes extérieurs liés aux modes de dégradation possible ;

- à une inspection externe détaillée permettant de s'assurer de l'absence d'anomalie remettant en cause la date prévue pour la prochaine inspection. (...) Cette inspection est réalisée au moins tous les cinq ans, sauf si une visite de routine réalisée entre-temps a permis d'identifier une anomalie.

- pour les réservoirs de plus de 100 m³, à une inspection hors exploitation détaillée du réservoir tous les dix ans (...).

Constats :

Le recensement de l'exploitant prend la forme d'un tableur excel. Il fait apparaître pour chacun des réservoirs son emplacement, son volume, sa référence interne, sa date de mise en service, son matériau et les dates des dernières visites de routine et externes détaillées. Un code couleur permet de visualiser rapidement le caractère conforme ou non du réservoir (remarques identifiées lors d'une inspection ou retard dans la réalisation du contrôle).

L'exploitant s'appuie sur le guide technique DT90 et la circulaire T577 pour assurer le suivi de ses

équipements.

Le directeur du site ainsi que le service HSE (soit 4 personnes au total) sont chargés de la mise en œuvre du PM2I sur le site. Les visites de routine sont réalisées en interne par ces 4 personnes nommément désignées et formées à cet effet. Les rapports font l'objet d'une validation par une personne différente de celle ayant réalisé le contrôle afin notamment de déterminer les suites à donner aux dégâts ou dégradations identifiées (plan d'actions).

Les inspections externes détaillées sont réalisées par un prestataire extérieur (entreprise LSF).

La mise à jour de la liste des équipements concernés est réalisée par le responsable HSE.

L'exploitant vient de modifier sa procédure de gestion des modifications. Désormais, tout projet ou modification fera l'objet d'une demande examinée par un comité de projet (composé du directeur du site, des responsables production et HSE) précisant entre autres la nature des impacts qu'il ou elle engendre, sur les aspects matériels, organisationnels, réglementaires,... L'impact sur le PM2I y est examiné, entraînant la mise à jour du recensement si nécessaire voire la réalisation d'autres actions si nécessaire.

Cette organisation est opérationnelle depuis l'automne 2024.

La fiche utilisée pour les inspections de routine est basée sur celle annexée au guide DT94.

Le recensement de l'exploitant (242 réservoirs) fait apparaître :

- aucun retard dans la réalisation des visites de routine. 49 réservoirs doivent toutefois être inspectés avant la fin de l'année 2024. L'exploitant indique que les échéances de fin 2024 seront respectées ;
- 9 réservoirs ont fait l'objet de commentaires lors de la dernière visite. Le tableau de suivi de l'exploitant mentionne que des actions sont engagées pour assurer la mise en conformité de ces réservoirs. Le contrôle effectué par sondage a montré que certaines actions restent à réaliser le jour du contrôle (ex : bas de l'échelle défectueuse sur la cuve F20) ;
- le non respect de la fréquence de réalisation des visites externes détaillées : l'exploitant indique avoir identifié ce retard. Il a entrepris les actions nécessaires à sa mise en conformité en mandatant la société LSF pour la réalisation de ces visites externes détaillées. 32 cuves ont ainsi été inspectées en novembre 2024, les premiers rapports ont été présentés lors de l'inspection. L'ensemble des 82 cuves restantes feront l'objet d'un contrôle lors de 3 campagnes planifiées par LSF les 21-22-23 janvier, 04-05-06 février et 11-12-13 mars 2025. L'exploitant a présenté le bon de commande signé ainsi que le calendrier de réalisation.

Aucun réservoir n'est concerné par la réalisation de visite hors exploitation détaillée (absence de cuve de volume supérieur à 100 m³ relevant de la démarche PM2I).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D1 : le volume des cuves installées sur site depuis 2021 n'est pas renseigné dans le recensement.

D2 : l'exploitant est invité à élaborer et piloter un réel plan d'actions (avec délai et responsable d'actions) pour lever les écarts ou commentaires faisant suite aux contrôles (visites de routine ou externe détaillée).

D3 : les éléments justifiant de la compétence de la société LSF pour la réalisation des inspections externes détaillées doivent être communiqués à l'inspection (habilitation).

D4 : l'exploitant tiendra informée l'inspection du bon avancement des campagnes des visites

externes détaillées réalisées par la société LSF durant le 1 ^{er} trimestre 2025.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Recensement des équipements soumis au PM2I

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Tuyauteries et capacités
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Aux capacités et aux tuyauteries pour lesquels une défaillance liée au vieillissement est susceptible d'être à l'origine, par perte de confinement, d'un accident d'une gravité importante au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, et 2. Aux capacités d'un volume supérieur à 10 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50, R. 50/53 ou les mentions de danger H400, H410 ; ou 3. Aux capacités d'un volume supérieur à 100 m³ contenant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de dangers H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411 ; ou 4. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 80 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, des préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 50 ou R. 50/53 ou les mentions de danger H400 ou H410 ; ou 5. Aux tuyauteries d'un diamètre nominal supérieur ou égal à DN 100 au sens des normes EN 805 et ISO 6708 : 1995 véhiculant des substances, préparations ou mélanges auxquels sont attribuées les phrases de risques R. 25, R. 28, R. 40, R. 45, R. 46, R. 51, R. 51/53, R. 60, R. 61, R. 62, R. 63, R. 68 ou les mentions de danger H301, H300, H351, H350, H340, H341, H360 F, H360D, H361f, H361d, H360 FD, H361fd, H360 Fd, H360Df, ou H411, <p>sauf si, dans le cas des équipements visés aux points 2 à 5, une perte de confinement liée au vieillissement n'est pas susceptible de générer un risque environnemental important. L'estimation de l'importance de ce risque environnemental est réalisée selon une méthodologie issue d'un guide professionnel reconnu par le ministre chargé de l'environnement.</p> <p>Sont exclus du champ d'application de cet article :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les canalisations visées par le chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement ; et - les réservoirs de stockage visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé et par les articles 3 et 4 du présent arrêté ; et - les tuyauteries et capacités visées par l'arrêté du 15 mars 2000 susvisé (...)
<p>Constats :</p> <p>Les capacités sont gérées comme les réservoirs et sont intégrées dans le recensement mentionné au point de contrôle précédent.</p> <p>Les tuyauteries font l'objet d'un recensement spécifique. Aucune ne relève de la démarche PM2I</p>

<p>(pas de tuyauterie de DN>80 et les tuyauteries de DN80 ne véhiculent pas de substances portant la mention de dangers H400 ou H410).</p> <p>L'état des stocks a été consulté et a mis en évidence l'absence de substances H400 ou H410 sur site le jour de l'inspection.</p> <p>L'inspection invite toutefois l'exploitant à poursuivre la mise à jour du recensement des tuyauteries du site, en actualisant notamment ce dernier avec le diamètre de certaines tuyauteries non renseigné (ce qui permet de justifier l'absence de tuyauterie d'un diamètre nominal supérieur à 80) et l'intégration des tuyauteries installées depuis 2021, actuellement non recensées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Modalités de suivi PM2I des tuyauteries et capacités</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>(...) A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>Bien qu'aucune tuyauterie ne relève directement de la démarche PM2I au titre de l'AM du 04/10/10 le jour du contrôle, l'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité de mettre en œuvre le programme d'inspections des tuyauteries et ponts associés prévu par l'article 5 en amont de l'éventuelle réception sur site de substances présentant les mentions de danger H400 ou H410 comme l'y autorise son arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>L'organisation mise en place en interne (demande de modifications avec examen des incidences et validation par un comité de projet) est de nature à répondre à cette attente.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Recensement des équipements soumis au PM2I

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Recensement PM2I – Massifs et cuvettes</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent

<p>arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et</p> <ul style="list-style-type: none"> - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
<p>Constats :</p> <p>L'établissement de Tressin tient à jour le recensement des ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - massifs et cuvettes de rétention (34 ouvrages recensés sur site) ; - structures supportant des tuyauteries inter-unités (5 ponts de racks recensés sur site). <p>Le site ne comporte pas de caniveaux en béton et de fosses humides.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Modalités de suivi PM2I des ouvrages GC

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Suivi des ouvrages de GC soumis à PM2I</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; - (...). <p>L'exploitant réalise un état initial de l'ouvrage à partir du dossier d'origine de l'ouvrage, de ses caractéristiques de construction, de l'historique des interventions réalisées sur l'ouvrage (contrôle initial, inspections, maintenance et réparations éventuelles) lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de l'ouvrage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les ouvrages de génie civil sont catégorisés en classe 2 compte tenu de la présence de liquides inflammables (catégorie d'ouvrage la plus pénalisante). La fréquence de contrôle retenue est fixée à 1 an, en cohérence avec les données du guide technique DT92.</p> <p>Le tableau de suivi de l'exploitant ne fait pas apparaître de dépassement des échéances. L'ensemble des cuvettes a fait l'objet d'une visite de routine entre septembre et octobre 2024.</p> <p>Par ordre croissant de gravité, les visites réalisées mettent en évidence (les libellés des niveaux de</p>

désordre et les délais de traitement associés sont issus du guide technique DT92) :

- 21 cuvettes présentant un niveau de désordre D1 (« désordre qui n'est pas de nature à compromettre les caractéristiques ou la durabilité de l'ouvrage ») ;
- 3 cuvettes présentant un niveau de désordre D2 (« bien que n'étant visiblement pas de nature à compromettre structurellement l'ouvrage, désordre nécessitant un examen approfondi et qui pourra éventuellement donner lieu à une reprise ponctuelle », à traiter sous 5 ans) ;
- 10 cuvettes présentant un niveau de désordre D3 (« désordre qui témoigne d'un désordre structurel ou d'un défaut de capacité de confinement de la cuvette », à traiter sous 3 ans).

Le contrôle par sondage montre que des actions correctives ont été mises en œuvre (ex : reprise des fissures traversantes sur la rétention de la cuvette 11 en octobre 2024 de manière à faire passer la cuvette de D3 à D2).

Les ponts de racks ne relèvent pas des dispositions du présent article, dans la mesure où les tuyauteries supportées ne relèvent pas de la démarche PM2I (cf. point de contrôle précédent).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

D5 : à l'instar de ce qui est attendu pour les réservoirs (cf. demande D2), l'exploitant est invité à élaborer et piloter un réel plan d'actions (avec délai et responsable d'actions) pour le suivi et la réparation des désordres mis en évidence sur ses cuvettes de rétention.

Type de suites proposées : Sans suite